Paroles en l’air

Quoi de neuf dans ce pays dont les frontières «vont de Dunkerque à Tamanrasset» en passant par le royaume du père Ubu (Ô machine à décerveler!)? La maladie suit son cours. À quoi bon s'indigner de la condition faite aux travailleurs, de la poursuite de la tuerie d'Algérie, du patient travail de «reconquête» par les partis et les bureaucraties syndicales d'une clientèle un moment lassée? Ce peuple accepte tout, et nous aurions la satisfaction toute journalistique de «tonner» un bon coup contre les méchants dirigeants, comme le font hebdomadairement les braves gens de la Gauche qui voient en certaines binettes (peu attrayantes, d'accord!) la cause première de tous nos maux. Ah! si Mendès-France, Depreux ou Mitterand avaient été élus, cela aurait été différent et la «vraie» République était sauvée! Parce que pour ces gens (dont certains se disent même «révolutionnaires», et allez donc!) pas question, bien entendu, de mettre en cause *le principe* de gouvernement ou d'armée, le capitalisme, les élections, la France éternelle, et surtout pas l'État. Seuls les rêveurs, les anarchistes pour tout dire, se préoccupent de tels problèmes, les malheureux!
Non, le «sérieux», le «concret», l'«efficace», c'est l'État et ses politiciens, soyons réalistes et redonnons-leurs nos voix, nous répond-t-on. Bien. Mais quand tout un peuple, et ses travailleurs en particulier, a pris l'habitude de *déléguer ses pouvoirs* en se reposant confortablement, voire en s'endormant, sur qui est censé le représenter, le réveil se traduit un jour par un vigoureux coup de botte quelque part au bas de la colonne vertébrale. Bien sûr il y a délégation et délégation, et on ne peut confondre la délégation au parlement bourgeois (ou «populaire») avec celle que confieraient des travailleurs organisés à leurs soviets, conseils ouvriers, communes, etc. Mais, même sur le plan syndical, faut-il encore que le délégué représente vraiment ses mandants, ce qui implique un contrôle de leur part. Or, que s'est-il passé dans ce pays? On a vu les travailleurs syndiqués prendre de plus en plus la douce habitude de laisser carte blanche la plus absolue aux

délégués, avec des raisonnements du genre: «Pas besoin de se casser la tête, le copain est là pour ça, il le fera mieux que moi! Et puis c'est un boulot emmerdent. J'ai payé mon timbre, alors...»). Bien sûr il y a eu des exceptions, mais les courageuses réactions minoritaires furent noyées dans l'amorphie générale. Les syndicats politisés n'en demandaient d'ailleurs pas plus et, de «grèves tournantes» (cette géniale invention imposée à la C.G.T. par l'infect Jouhaux, sous le nom de «vagues successives», et qui permit de briser la grande grève des cheminots de février 1920, rappelons-le en passant) en «Ridgway-la-peste», les travailleurs se préparaient de beaux jours... Bien entendu, si la C.G,T. accomplissait son travail de démobilisation ouvrière, F.O. n'était pas en reste et travaillait dur de son côté pour le «monde libre» (composé de Mollet, de l'Occident, des U.S.A., etc.).

Pendant ce temps-là, les guerres coloniales se déchaînaient, mais, dans l'ensemble, les travailleurs se sentaient la conscience (de classe!) tranquille: la paye était bonne, grâce aux heures supplémentaires exigées par le patronat et acceptées avec joie par le trop grand nombre. Ils avaient voté «ouvrier» au parlement et renforcé de leurs voix les syndicats en place. Quand aux non-syndiqués, «ceux-qui-ne-font-pas-de-politique-à-l'usine» (ou sur tout autre lieu de travail) mais lisent «Le Parisien Libéré» qui en fait pour eux, ils en faisaient... dehors et votaient pour les partis adéquats, rejoignant en cela le bon peuple de France. La consigne était: «Surtout pas d'action directe! Du calme, de la légalité! de l'ordre, citoyens! de l'ordre, camarades! Et faites-nous confiance». Puis ce fut le 13 mai, l'appel à Sa Hauteur, et l'espoir pour les braves gens fins prêts pour la cure de coups de pieds au cul. Ils voulaient un Homme-fort pour se sentir *dirigés*, ils l'avaient enfin et lui déléguaient tous les pouvoirs. Quand aux autres, ceux qui parmi «la gauche» votèrent tout de même pour LUI, ils s'en remettaient également à ses bons soins, pour finir la guerre l'Algérie, pour sauver la République, etc. Avec LUI, on allait voir. On a vu. Et on

n'a pas fini d'en voir.

Avec LUI, ou avec un autre, rassurons-nous. Car déjà, comme les fesses du peuple souverain murmurent, les porteurs de solutions nouvelles (et garanties irrétrécissables au lavage) apparaissent à l'horizon, C'était simple mais il fallait y penser: changer les hommes!

Quant aux institutions, elles, on n'y touche pas! Pas plus qu'à ces belles, bonnes, saintes Idées qui font que la société ne saurait être remise en question, que les chefs sont nécessaires pour diriger, les flics pour assurer «l'ordre», les patrons du boulot. Puisqu'aucune autre solution n'est envisagée, pour le moment, que parlementaire ou dictatoriale, on reverra les chefs de «gauche» succéder aux chefs de «droite» comme au manège des chevaux de bois. (la seule différence est qu'il s'agit ici de chevaux de retour). Reviendront-ils tout de suite ou un peu plus tard? La question est de peu d'importance et le fait que les «oui-ouistes» d'hier votent un jour P.C. ou S.F.I.O. *ne changera rien au régime d'exploitation*. C'est cela, l'important.

Christian